

# En relisant « La mondialisation heureuse » d'Alain Minc

Posté le : 3 août 2017 12:40 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

Lorsque les mouches ont changé d'âne, après avoir compris qu'Alain Juppé était hors course et qu'il fallait se précipiter vers Emmanuel Macron, un des premiers migrants fut Alain Minc, légèrement décrié pour un amour de la mondialisation, puis étrillé par la dépression de 2008-2009 et la stagnation qui s'en est ensuivie. La réaction « populiste » de droite comme de gauche exigeait d'ériger un rempart et vite.

Ce goût pour les Énarques politiques est tout à fait étrange pour qui s'amusera à relire « La mondialisation heureuse », paru chez Plon en 1997, 20 ans déjà.

« La mondialisation impose sa dynamique : davantage de marché, des États sur le recul, ». Pas de chance une grave crise du système des changes flottants se déclenche peu après la parution du livre, appelée à tort « crise des pays émergents », alors que c'était une première explosion de l'économie boudruche qui affolée s'était repliée à toute vitesse vers le dollar, provoquant une réappréciation totale du rôle des marchés financiers dans moult pays et une première intervention massive des banques centrales, c'est-à-dire de l'État. La crise de 2001 et surtout la récession suivante allaient provoquer l'effondrement des marchés et le cadenassage de la finance par les États. Jamais l'emprise des États par la monnaie, la réglementation et les impôts n'a été plus sévère.

On pourrait récrire la phrase : « la dynamique détestable d'un système monétaire dysfonctionnel a provoqué le contrôle serré des marchés et une extension massive du rôle de l'état ».

Alain Minc poursuit : « L'avenir n'appartient ni aux emplois publics ni à la gestion administrée ni aux bureaucraties, ni aux mécanismes centralisés. Et nous seuls au monde à accroître le poids des emplois publics ». « Le pays unanime s'enorgueillit de son service public à la française, sans s'étonner de voir la SNCF crouler sous les dettes au moment même où la Bundesbahn va être privatisée ».

Cette remarque est, elle, parfaitement fondée. Malheureusement les Présidents Énarques Chirac et Hollande, aggraveront tout, le malheureux Sarkozy s'épuisant dans des demi-mesures d'apparence ou de détail. Entre un million et un million cinq cent mille emplois publics ou « quasi publics » pour reprendre la terminologie d'Alain Minc, seront créés dans les 20 années suivant la parution du livre. La France se retrouvera à 56 % du PIB de dépenses publiques (120 % de la valeur ajoutée du secteur marchand), un niveau de prélèvement fiscal communiste, et une dette irrécouvrable de 100 % du PIB pour la partie publique et 400 % pour la dette globale, avec 5 à 6 millions de chômeurs.

Quant à la SNCF, qui croule sous un statut des cheminots et des pratiques managériales qui interdisent tout espoir de productivité, sans parler de rentabilité, elle s'effondre sous la direction d'un dirigeant qui ne dirige rien (sa seule mission est d'éviter la grogne sociale, c'est-à-dire les grèves Juppé), multipliant les accidents, les retards, les abandons de lignes, le pourrissement du réseau francilien, et les dettes. L'incident du Week-End qui a vu une gare bloquée pendant quatre jours lors du moment de pointe des migrations vacancières est une forme de feu d'artifice dans le domaine de l'incompétence technique et de la faillite commerciale.

Du coup on ne comprend plus très bien les choix politiques d'Alain Minc. « Plus jamais d'Énarques » aurait dû être son slogan. En choisissant Emmanuel Macron, il a soutenu le pronunciamiento des hauts fonctionnaires et l'énarchie triomphante est partout. Mme Parly, Ministre de la guère (comme on dit dans les casernes), faisait carrière à la SNCF où elle a couvert de sa sagacité la dérive financière mortelle de la société publique. La ministre des transports a exactement le même profil, mélangeant l'engagement socialiste et les carrières à cheval entre haute fonction publique et entreprises nationales. On s'étonne du manque de réaction de l'une comme de l'autre devant les problèmes dramatiques que posent d'un côté le sur engagement de nos forces militaires et de l'autre la consternante panne de la gare Montparnasse, ainsi que de la réaction poussive et convenue d'un Edouard Philippe qui lui a virevolté entre le socialisme et sa variante juppéiste, des engagements bidon dans une entreprise publique et le carriérisme local.

Cet étonnement frappera d'étonnement ceux qui savent comment fonctionnent les hauts fonctionnaires.

Une des curiosités du temps, est qu'on juge le mouvement En Marche, comme naguère nos journalistes et universitaires jugeaient l'Union Soviétique : uniquement sur les intentions. Pendant 75 ans on a présenté en Occident l'univers soviétique sans tenir compte une seule seconde de la réalité. Les quelques rares voix qui disaient la vérité étaient immédiatement écartées comme « fascistes » ou « faisant le jeu des fascistes » ou « victime d'un anti communisme viscéral et primaire ». Après l'effondrement du régime monstrueux, on a dû constater à regret que c'était pire que le pire. Mais on rechigne à l'écrire. On aurait l'air trop stupide.

Pour En Marche, c'est la même chose. « Ils le feront... un jour ». Attendre avec la foi chevillée au corps, tel est le mantra. Faire confiance car cela va se faire, compte tenu du pouvoir politique obtenu des urnes et qui sera conforté bientôt au Sénat.

La réalité est moins glorieuse : la poursuite de la politique de F. Hollande, sans les cris d'orfraies de la gauche du PS. On rabote la dépense sans mesures de structure. On augmente massivement les impôts (+25 % sur la CSG). Pour le reste, il faut s'extasier sur la fin des emplois familiaux en politique.

À nouveau on explique que l'important est... l'explication. Il ne s'agit pas de discuter de mesures mais de mettre l'inaction gouvernementale « en perspective ». Le discours avant l'action, à la place de l'action.

En attendant Godot : c'est-à-dire une croissance importée de l'extérieur.

Alain Minc va pouvoir écrire un nouveau livre : « la Macronisation heureuse ».